



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-deuxième session

Tachkent (Ouzbékistan), 5-7 mai 2020

Systèmes alimentaires durables et alimentation saine en Europe et Asie centrale

Résumé

Une mauvaise alimentation contribue dans une large mesure à l'incidence croissante de la malnutrition sous toutes ses formes. Les modes de production et de consommation des aliments exercent des pressions importantes sur l'environnement et sur les ressources naturelles. Au cours de ces dernières décennies, les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ont affiché des résultats spectaculaires en Europe et en Asie centrale. Cependant, à l'échelle mondiale et au sein de la région, de plus en plus d'éléments indiquent que les performances doivent être améliorées afin de surmonter les nombreux défis liés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, de fournir des aliments abordables, nutritifs et sans danger, et de réduire le plus possible les coûts environnementaux. Conformément au Programme 2030 pour le développement durable, une approche axée sur les systèmes alimentaires est essentielle afin d'apporter des solutions à ces problèmes et de réaliser les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 2, «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable». Les régimes alimentaires relient les systèmes alimentaires aux résultats en termes de nutrition et de santé, et aux effets environnementaux, sociaux et économiques.

Le présent document fournit des données de base destinées à informer les débats menés dans le cadre de la table ronde sur les systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine. Les systèmes alimentaires offrent de nombreux points d'entrée pour les interventions d'ordre général et réglementaire. La mise en œuvre d'un programme d'amélioration des systèmes alimentaires nécessite un environnement favorable et des mécanismes de gouvernance appropriés fondés sur des plateformes multisectorielles et multipartites et sur des données factuelles solides. Les approches recommandées et l'ampleur des transformations nécessaires doivent être adaptées au contexte unique de chaque pays.

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

Les participants à la Conférence régionale souhaiteront peut-être:

1. Encourager les Membres à affirmer l'importance d'une approche axée sur des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine, qui tienne compte des trois dimensions de la durabilité (environnementale, économique et sociale), en tant qu'engagement indispensable à la réalisation de plusieurs ODD et afin de garantir la promotion de synergies entre les mesures politiques et de limiter les compromis.
2. Demander aux Membres de créer un environnement favorable à la mise en œuvre d'un programme de transformation des systèmes alimentaires, notamment un dispositif de coordination nationale multisectorielle composé de représentants des gouvernements concernés et d'acteurs non étatiques et dont le vaste mandat lui permet d'adopter une approche axée sur les systèmes alimentaires.
3. Souligner, à l'intention des Membres, l'importance de promouvoir le dialogue sur les rôles des divers acteurs et de favoriser la cohérence des politiques, en vue de parvenir à des systèmes alimentaires durables et à une alimentation saine.
4. Rappeler aux Membres la nécessité d'investir dans la collecte de données et d'éléments probants qui permettent:
 - a. d'analyser les systèmes alimentaires et de repérer les obstacles à la transformation de ces systèmes, en tenant compte des conséquences de la covid-19;
 - b. de renforcer les capacités d'analyse qui permettent de définir les mesures utiles et d'étudier les compromis et les conflits aux fins de l'élaboration d'interventions avantageuses pour l'ensemble du système alimentaire.
5. Souligner, à l'intention des Membres, la nécessité de s'employer à résoudre les inégalités de rapports de force dans les systèmes alimentaires, de favoriser une approche qui privilégie davantage la personne et d'autonomiser les groupes vulnérables et marginalisés, afin d'offrir à tous une alimentation saine.
6. Encourager les Membres à partager des expériences de politiques prévues ou en cours et d'interventions d'ordre général ou réglementaire visant à transformer les systèmes alimentaires, y compris les efforts consentis pour motiver les différents acteurs.
7. Approuver les recommandations stratégiques, telles qu'indiquées à la section 5 du présent document.
8. Demander à la FAO:
 - a. d'aider les gouvernements et les acteurs non étatiques, par l'intermédiaire des initiatives régionales, à élaborer, améliorer et mettre en œuvre le programme de transformation vers des systèmes alimentaires durables et une alimentation saine, ainsi qu'à faire face aux conséquences de la covid-19;
 - b. de collaborer avec les mécanismes et les organes de coordination régionale et nationale afin d'analyser, à l'échelle nationale, la situation actuelle de l'alimentation et des systèmes alimentaires, du point de vue de la santé nutritionnelle et de la durabilité;
 - c. d'aider les pays à définir des mesures politiques utiles et à renforcer les capacités et les connaissances nécessaires, notamment par la fourniture d'outils statistiques et analytiques et grâce à la mise en commun de pratiques optimales au sein de la région et en dehors.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Secrétariat de la Conférence régionale pour l'Europe

ERC-ECA-Secretariat@fao.org

I. Introduction

1. Les systèmes alimentaires actuels¹ doivent être améliorés afin d'offrir une alimentation de qualité indispensable à la santé des hommes, des femmes et des enfants et de diminuer les pressions exercées sur les ressources naturelles de la planète, tout en favorisant une croissance économique au service de tous. L'amélioration des systèmes alimentaires est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier la réalisation de l'ODD 2 et des objectifs de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025. La mauvaise alimentation est l'un des principaux facteurs de l'augmentation des cas d'obésité et de maladies non transmissibles au sein de la région Europe et Asie centrale, ainsi que de la dénutrition et des carences en micronutriments dans certains pays. Les régimes alimentaires représentent également le lien fondamental entre les systèmes alimentaires et leurs effets sur la nutrition et la santé.

2. Plusieurs tendances importantes ont amené à recentrer l'attention sur la durabilité des systèmes alimentaires, la résilience, la viabilité économique et la capacité à fournir des aliments abordables, nutritifs et sans danger. Les systèmes alimentaires ont une influence sur l'alimentation mais sont également influencés par les choix alimentaires des consommateurs, par l'intermédiaire des marchés et par d'autres facteurs tels que le changement climatique, les politiques commerciales et l'urbanisation. Les systèmes alimentaires doivent être durables, c'est-à-dire assurer le développement économique, la protection de l'environnement et l'égalité sociale. La pandémie actuelle de maladie à coronavirus 2019 (covid-19) a perturbé les systèmes agricoles et alimentaires du monde entier. Au sein de la région Europe et Asie centrale, certains défis doivent être relevés à court terme mais l'ampleur complète des répercussions n'est pas encore connue. Toutefois, on s'attend à ce que la covid-19 ait des incidences sur les systèmes alimentaires aujourd'hui et à l'avenir.

3. Une attention particulière doit donc être portée au système alimentaire dans son intégralité, y compris la production agricole, les activités liées à la filière alimentaire, les modes de commercialisation et de distribution, la gestion de la sécurité sanitaire des aliments, les risques pour la santé des animaux et des végétaux, ainsi que les programmes d'éducation du consommateur adaptés aux besoins et aux priorités des divers groupes sociaux. Les mesures prises par les parties prenantes du secteur public et du secteur privé, aux niveaux national et communautaire, agissent sur la disponibilité, l'accessibilité, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et des régimes alimentaires. Les corrélations qui existent au sein des systèmes alimentaires et qui relient ces systèmes à une alimentation saine et à la durabilité contribuent à définir des solutions bénéfiques à la fois pour la santé humaine et pour la planète.

4. Le présent document a pour objectif de fournir des informations générales sur les thèmes mentionnés précédemment, en vue d'alimenter les débats, les échanges de points de vue et les recommandations de la table ronde. La section 2 présente un aperçu des défis liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans la région. La section 3 introduit le concept d'une approche axée sur des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine et durable, afin de parvenir à une vision commune des concepts et des cadres émergents. Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer, en créant un environnement politique, juridique et institutionnel favorable qui encourage les acteurs des systèmes alimentaires à apporter des améliorations en ce qui concerne les trois critères de la durabilité. La section 4 illustre les nombreux points d'entrée que constituent, à cet égard, les systèmes alimentaires. La section 5 suggère des mesures destinées à orienter le processus de mise en œuvre du programme de réforme. Les discussions et les recommandations de la table ronde contribueront également à informer les activités de la FAO dans la région, l'examen à mi-parcours du cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021.

¹ FAO. 2018. *Sustainable food systems: Concept and framework*. <http://www.fao.org/3/ca2079en/CA2079EN.pdf>.

II. Défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région

5. La sous-alimentation qui résulte d'une insuffisance de l'apport énergétique alimentaire pose rarement problème dans les pays de la région Europe et Asie centrale, avec une prévalence de 5 pour cent ou plus dans seulement six pays². Cependant, d'autres formes d'insécurité alimentaire et de malnutrition restent très importantes, notamment l'accès difficile à des aliments nutritifs de qualité, l'excès pondéral et l'obésité, ainsi que les carences en micronutriments. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (indicateur 2.1.2 des ODD³) demeure relativement élevée dans de nombreux pays avec une moyenne de 15,8 pour cent dans la région des Balkans occidentaux au cours de la période 2016-2018; entre 11 et 19 pour cent dans la région des pays de la Communauté d'États indépendants (CEI), du Caucase et de l'Asie centrale; et 6,7 pour cent dans l'Union européenne. Cet indicateur traduit les préoccupations liées à l'accès des consommateurs à des aliments de qualité, nutritifs et en quantité suffisante, et à leurs choix dans ce domaine.

6. L'excès pondéral et l'obésité sont des problèmes majeurs dans cette région. En 2016, la prévalence de l'obésité chez l'adulte était supérieure à la moyenne mondiale de 13,2 pour cent dans 49 des 50 pays de la région Europe et Asie centrale pour lesquels des données étaient disponibles, et plus de deux fois celle de la moyenne mondiale dans 14 pays. Par ailleurs, dans l'ensemble des 50 pays, la prévalence de l'obésité chez l'adulte était plus élevée en 2016 qu'en 2010. L'anémie chez la femme et chez l'enfant est une préoccupation de santé publique dans l'ensemble de la région. En 2016, l'anémie chez les femmes en âge de procréer était particulièrement élevée dans le Caucase, en Asie centrale, dans les Balkans occidentaux et en Turquie (avec une prévalence de 30 à 34 pour cent). Elle était également relativement élevée dans les pays européens de la CEI (23,4 pour cent) et dans les sous-régions de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (17,2-18,7 pour cent).

7. L'apparition simultanée de formes multiples de malnutrition au sein d'un même pays, voire d'un même foyer, constitue aujourd'hui un phénomène répandu à l'échelle mondiale. On sait que pour relever ces défis il est nécessaire d'adopter des approches multisectorielles qui tiennent compte des aliments, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et d'autres domaines. L'alimentation saine joue un rôle central. La difficulté d'accès à des aliments nutritifs, variés et en quantité suffisante est un facteur déterminant pour les formes diverses de malnutrition⁴. Par exemple, le lien entre l'insécurité alimentaire et l'excès pondéral et l'obésité peut être attribuable en partie au coût plus élevé des aliments nutritifs (et leur remplacement par des aliments moins chers à forte teneur en graisses et en sucre), à l'angoisse associée à un accès précaire à l'alimentation et à des adaptations physiologiques à des restrictions alimentaires périodiques.

8. Les réponses des pays à ces formes multiples de malnutrition varient probablement en fonction de la sévérité des formes de malnutrition. Par exemple, lorsque la sous-alimentation est importante, la priorité est d'augmenter la production et la disponibilité des aliments. Cependant, dans les pays où l'insécurité alimentaire modérée ou grave est répandue, comme il a été indiqué précédemment, où les carences en micronutriments atteignent des niveaux élevés et où l'excès pondéral et l'obésité sont importants et en augmentation, notamment dans la région Europe et Asie centrale, il faudrait assurer un accès abordable, en toute sécurité et tout au long de l'année, à toute une gamme d'aliments nutritifs, et mettre en place des programmes d'éducation qui agiront sur la demande, comme le soulignent les deux rapports sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* publiés récemment. Aucun

² FAO. 2019. *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2019: Structural Transformations of Agriculture for Improved Food Security, Nutrition and Environment*. Budapest. <http://www.fao.org/3/ca7153en/ca7153en.pdf>.

³ Calculé à partir de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, en se basant sur les réponses obtenues en interrogeant directement les personnes.

⁴ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/i9553en/i9553en.pdf>.

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. Rome, FAO. <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>.

plan d'action unique et aucun secteur spécifique ne peuvent résoudre, à eux seuls, ces problèmes. Des mesures prises en temps voulu dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, lorsque les pays se trouvent au début du processus de transition nutritionnelle, permettent de prévenir de manière plus efficace l'excès pondéral et l'obésité et de contrer la tendance croissante de ce problème. Il est donc judicieux d'adopter une approche globale fondée sur des systèmes alimentaires, à plus forte raison si l'on tient également compte des aspects liés à la durabilité.

III. Établir une vision commune d'une approche axée sur des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine

9. L'approche axée sur des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine commence à prendre de l'ampleur et de l'importance. Il importe donc que toutes les parties prenantes arrivent à une compréhension commune des concepts clés et du processus de mise en œuvre d'une telle approche.

10. Conformément à la définition qui en est donnée par la FAO, **les systèmes alimentaires** englobent un éventail complet d'activités liées à la production, à la transformation, à la commercialisation, à la consommation et à l'élimination de produits issus de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, y compris les intrants nécessaires et les produits générés à chacun de ces stades⁵. Entrent également en jeu des personnes physiques ou des institutions, ainsi que l'environnement sociopolitique, économique et technologique dans lequel se déroulent ces activités. Un **système alimentaire durable** élargit la portée du résultat d'une intervention politique et tient compte des trois dimensions de la durabilité, entendues dans leur sens large, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale. Cela signifie que le résultat d'une intervention politique doit: i) être rentabilisé dans son ensemble (durabilité économique); ii) générer de nombreux avantages pour la société (durabilité sociale); et iii) avoir des effets positifs ou neutres sur l'environnement (durabilité environnementale)⁶. Par conséquent, le processus permettant de parvenir à des systèmes alimentaires durables est un processus évolutif qui consiste à définir des objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour l'alimentation et l'agriculture et à établir un équilibre entre ces objectifs.

11. Toutes les activités menées au sein d'un système alimentaire sont interconnectées. Les interventions effectuées en un point du système ont souvent des répercussions sur les activités et les acteurs situés à d'autres endroits, ainsi que sur les trois dimensions de la durabilité. Les interventions conduisent donc à des compromis et à des conflits. Une **approche axée sur les systèmes alimentaires** permet de prévoir ces compromis et ces conflits et ainsi de formuler et de mettre en œuvre de meilleures politiques, qui contribuent aux trois dimensions de la durabilité tout en réduisant au maximum les conflits entre les activités, les acteurs et les objectifs généraux⁷. Les nombreux points d'entrée pour les interventions d'ordre général et réglementaire sont traités à la section 4.

12. Les systèmes alimentaires ont évolué depuis des millénaires. Ils sont ancrés dans des contextes historiques, religieux, sociaux, culturels et économiques uniques et sont donc très variés. Ils peuvent aussi avoir des incidences très différentes sur les trois dimensions de la durabilité. Au sein d'un même pays, les systèmes alimentaires présentent des défis complexes et les problèmes sont souvent gérés au moyen d'interventions isolées et de politiques fragmentées, en tenant très peu compte des compromis. Une approche systémique doit prendre en considération le contexte unique de chaque pays (ou de chaque sous-région). Elle doit également tenir compte de l'ampleur des transformations nécessaires à l'accomplissement des deux objectifs, à savoir la durabilité et l'alimentation saine. Le but final est de

⁵ **Groupe d'experts de haut niveau (HLPE)** 2018. *Nutrition et systèmes alimentaires*. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Rapport n° 12. Rome. 190 pp. <http://www.fao.org/3/a-i7846fi.pdf>.

⁶ *Ibid.*

⁷ **FAO**. 2018. *Food systems for healthy diets* (Des systèmes alimentaires au service d'une alimentation saine). Renforcer les politiques sectorielles pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Note d'orientation politique n° 12. <http://www.fao.org/3/CA2797EN/ca2797en.pdf>.

parvenir à un système alimentaire durable dans son ensemble, dont tous les éléments sont en place et sont fonctionnels. Le concept de «durabilité» est au centre des ODD, notamment l'ODD 2.

13. Le rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde dans la région Europe et Asie centrale (2019) a examiné le processus de transformation structurelle des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture au sein de la région Europe et Asie centrale. L'examen souligne notamment des évolutions positives vers une production diversifiée et une alimentation plus saine. La tendance à la diversification est indiquée par une diminution, dans de nombreux pays, de la production totale des deux céréales principales (le blé et le maïs), parallèlement à une augmentation de la production d'autres céréales, une augmentation rapide de la production de fruits et de légumes et des diminutions importantes de la production de coton dans les principaux pays producteurs. Par ailleurs, ces augmentations étaient principalement liées aux rendements et non à un accroissement des superficies exploitées. La disponibilité des fruits et légumes a connu un accroissement important du fait de la production et du commerce, ce qui est également le cas pour le poisson et les légumes secs. Dans le secteur de la viande, la disponibilité des volailles a rapidement augmenté. Le taux de croissance pour la viande rouge était cependant moins important.

14. Le maintien de la croissance des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture et la résilience de ces secteurs face aux chocs faisaient partie des défis évoqués. Des éléments indiquent un ralentissement de la croissance de la production dans plusieurs pays, avec une croissance plus lente du sous-secteur de l'élevage par rapport à celui des cultures, en particulier en Asie centrale et dans les pays européens de la CEI. En outre, la croissance de la production a été plus instable au cours de ces dernières années, probablement en raison des chocs liés au climat, au commerce, aux migrations et aux rapatriements de fonds, ainsi qu'aux fluctuations macroéconomiques.

15. De nombreux pays de la région Europe et Asie centrale doivent également améliorer la production (à la fois en termes de quantité et de qualité des matières premières, telles que le lait), remédier aux problèmes de la réforme foncière et de la viabilité des petites exploitations agricoles, améliorer les technologies et les efficacités dans l'ensemble de la filière alimentaire, renforcer les politiques à l'appui des agriculteurs et stabiliser les prix des denrées alimentaires, renforcer les systèmes de prévention et de gestion des risques au sein de la filière alimentaire, réduire le plus possible les pertes et gaspillages de nourriture et se concentrer sur les marchés locaux et les exportations. Au fur et à mesure que ces éléments sont renforcés, l'adoption d'une approche systémique visant à mettre en place la durabilité signifie que chaque pays devra établir des compromis en fonction de sa situation et de ses objectifs, et faire fond sur les opportunités existantes.

16. Afin de faciliter les activités menées par les pays en vue de la transformation des systèmes alimentaires et tout en reconnaissant l'existence de points de vue divergents sur les concepts d'alimentation durable et d'alimentation saine, la FAO et l'OMS ont organisé conjointement une consultation d'experts qui a eu lieu en 2019 et a permis d'établir des Principes directeurs pour une alimentation saine et durable⁸. L'**alimentation saine et durable** a été définie comme étant un mode d'alimentation qui promeut tous les aspects de la santé et du bien-être des individus, exerce peu de pression et a un impact faible sur l'environnement, est accessible, abordable, sans danger pour la santé, équitable et acceptable au plan culturel. Les Principes directeurs convenus sont les suivants: i) une approche globale de l'alimentation; ii) la prise en compte des recommandations internationales; iii) les coûts environnementaux de la production et de la consommation alimentaires; et iv) l'adaptabilité aux contextes sociaux, culturels et économiques locaux. Les Principes directeurs recommandent d'articuler les politiques de transformation des systèmes alimentaires en élaborant des directives alimentaires nationales qui tiennent compte des trois dimensions de la durabilité.

⁸ FAO et OMS. 2019. *Sustainable healthy diets: Guiding principles*. <http://www.fao.org/3/ca6640en/ca6640en.pdf>.

IV. Vers des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine

17. Les préoccupations liées à la durabilité des systèmes alimentaires actuels découlent d'un certain nombre de réalités et de défis⁹. Le manque de nourriture ne représente plus un problème au sein de la région Europe et Asie centrale, mais l'enjeu consiste à assurer une alimentation saine pour tous. Il s'agit également de prévenir les conséquences sur l'environnement de la production alimentaire actuelle et de l'augmentation de cette production, compte tenu de problèmes tels que la dégradation des terres, la surexploitation des stocks de poissons, les pressions exercées sur les sources d'eau, la perte de la biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre (GES), les pertes et gaspillages importants de nourriture et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les pressions exercées sur les systèmes alimentaires sont aggravées par les choix des consommateurs et les habitudes en termes de gaspillage alimentaire. Ces enjeux doivent être appréhendés dans les contextes locaux afin de faire en sorte que des mesures et des approches et techniques agroécologiques (telles que la numérisation) puissent être adoptées dans le cadre de la transformation des systèmes alimentaires.

18. Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer en créant un environnement politique, juridique et institutionnel favorable qui encourage les acteurs des systèmes alimentaires à apporter des améliorations en ce qui concerne les trois critères de la durabilité. Le défi consiste à définir les réformes nécessaires et à produire des données factuelles qui permettent aux parties prenantes de parvenir à un consensus afin que les changements proposés contribuent de manière durable à améliorer les systèmes alimentaires et l'alimentation. Afin de parvenir à la durabilité sociale, il est nécessaire que les systèmes alimentaires évoluent de manière à ce que les plus démunis ne soient pas laissés de côté. Les acteurs non étatiques, notamment le secteur privé, ont un rôle à jouer en aidant les gouvernements dans cette tâche, en favorisant les investissements et les décisions qui tiennent compte de la durabilité et de la santé des consommateurs.

19. La présente section donne des exemples de nombreux points d'entrée qui permettent d'améliorer les systèmes alimentaires, de la production primaire aux chaînes d'approvisionnement alimentaire post-production, du côté de l'offre, et des environnements alimentaires au comportement du consommateur, du côté de la demande. Les mesures destinées à limiter la propagation de la covid-19 en Europe et en Asie centrale comprennent notamment des restrictions quant aux déplacements des personnes, l'application de politiques d'importation et d'exportation, le renforcement des contrôles aux frontières pour les personnes et les marchandises, et la fermeture des marchés de produits frais, des restaurants, des étals destinés à la vente d'aliments et des hôtels. Ces politiques et mesures pourraient avoir des incidences négatives sur les filières agroalimentaires ainsi que des répercussions sur l'ensemble du système alimentaire. La perturbation de la production alimentaire, des chaînes d'approvisionnement alimentaire, des routes commerciales des denrées alimentaires et des intrants agricoles, de l'offre de main d'œuvre, ainsi que les distorsions et l'annulation des marchés, de la vente, de la distribution et de la consommation ont été observés à des degrés divers dans l'ensemble de la région. La priorité doit être accordée au fonctionnement des chaînes d'approvisionnement alimentaire, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la protection des personnes les plus vulnérables. La FAO fournit des orientations sur les politiques sur un éventail de questions et d'aspects qui font partie intégrante du système alimentaire¹⁰.

⁹ PNUE. 2019. *Collaboration Framework for Food Systems Transformation*. https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/un-e_collaborative_framework_for_food_systems_transformation_final.pdf.

¹⁰ <http://www.fao.org/2019-ncov/resources/policy-briefs/fr/>

IV.1. Transformer la structure de la production pour parvenir à des systèmes alimentaires durables et diversifiés

20. La production d'un pays est principalement déterminée par son avantage comparatif naturel (climat, sol, régimes alimentaires traditionnels et dominants, etc.). Cependant, les politiques jouent également un rôle important. Deux exemples sont présentés ci-après mais il existe de nombreux points d'entrée par lesquels les mesures d'ordre général et réglementaire agissent sur les schémas de production. La section 5 présente plusieurs exemples de bonnes pratiques de production primaire qu'il faudrait transposer à plus grande échelle.

21. De nombreux gouvernements ont, par le passé (notamment avant la mise en place de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce en 1995) encouragé la production de plusieurs denrées de base (notamment le blé, le maïs, le sucre, le coton, les produits laitiers et la viande) grâce à des mesures telles que le soutien des prix et des revenus, l'approvisionnement garanti et les restrictions aux importations. La production des denrées favorisées en a été stimulée. Mais cela a également eu pour effet de décourager indirectement la production des denrées non soutenues telles que les céréales secondaires, les légumineuses et les légumes secs, les fruits et les légumes, ainsi qu'une variété d'aliments autochtones et traditionnels souvent riches en micronutriments¹¹.

22. Les politiques agricoles sont de plus en plus découplées des produits de base spécifiques, mais les possibilités de créer un environnement qui soutienne réellement une diversification de la production restent considérables, à commencer par la gestion durable des ressources naturelles, tel que le préconise le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition. Le rapport sur le suivi des politiques agricoles, publié en 2018 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹², a notamment recommandé de réorienter l'aide destinée aux exploitations agricoles dans les pays de l'OCDE (c'est-à-dire plus de la moitié des pays de la région Europe et Asie centrale) en mettant l'accent sur les services généraux et le développement rural, qui reçoivent actuellement une aide relativement faible, plutôt que sur les mesures de soutien des prix et des revenus qui sont appuyées au plus haut niveau. Les mesures prises en faveur des services généraux et du développement rural contribuent généralement à la diversification de l'agriculture et à l'amélioration des aspects environnementaux et sociaux¹³.

23. Deux études récentes menées dans plusieurs pays de la région Europe et Asie centrale qui ne font pas partie de l'OCDE sont arrivées aux mêmes conclusions¹⁴. Ces études ont révélé que l'aide

¹¹ **Pingali, P.** 2015. Agricultural policy and nutrition outcomes – getting beyond the preoccupation with staple grains. *Food Security*, 7: 583–591. <https://doi.org/10.1007/s12571-015-0461-x>.

Pinstrup-Andersen, P., (dir. publ.). 2015. *Food price policy in an era of market instability: A political economy analysis*. Oxford University Press.

Banque mondiale. 2014. *Learning from World Bank history: Agriculture and food-based approaches for addressing malnutrition*. World Bank Agriculture and Environmental Services Discussion Paper No. 10. <http://documents.worldbank.org/curated/en/497241468168227810/pdf/887400NWP0Box30ning0from0WB0History.pdf>.

¹² **OCDE**. 2018. *Politiques agricoles: suivi et évaluation 2018: Chapitre I. Évolution des politiques et du soutien agricoles*. Publications de l'OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/agr_pol-2018-fr.

¹³ Les services généraux profitent généralement au secteur de l'agriculture dans son ensemble ou à la communauté rurale, notamment la recherche, la lutte contre les maladies et les organismes nuisibles, la formation, la commercialisation, les infrastructures rurales, etc. Parmi les exemples de mesures prises en faveur du développement rural, on peut citer les programmes de diversification sur le plan rural et au niveau des exploitations agricoles, l'apport d'une valeur ajoutée aux produits agricoles, les indications géographiques, la vente directe, les circuits d'approvisionnement courts et le soutien apporté aux coopératives et à la jeunesse.

¹⁴ **Kořar, M., Pintar, M., Volk, T., Rednak, Mi., Rac, I. et Erjavec, E.** 2016. *Agriculture and agricultural policy in Eastern European Neighbourhood*. 155^e colloque, 19-21 septembre 2016, Kiev, Ukraine 245877, Association européenne d'économistes agricoles. <https://doi.org/10.22004/ag.econ.245877>. Comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Fédération de Russie, la Géorgie, le Kazakhstan, la République de Moldova et l'Ukraine.

apportée reposait principalement sur des mesures couplées à la production (et ciblait des produits spécifiques), tandis que l'appui fourni en termes de services généraux et de développement rural était bien moins important, soit 20 à 40 pour cent des transferts totaux, voire moins dans certains pays. L'une des contraintes est le budget public. L'aide prévue par la politique commerciale pour des produits spécifiques est payée en grande partie par les consommateurs, mais le soutien aux revenus, découplé de la production, doit être financé par les gouvernements, ce qui représente une contrainte majeure pour certains pays de la région Europe et Asie centrale. Le découplage de la production se fait donc progressivement. Dans certaines régions d'Asie centrale où le coton a fortement chuté suite à l'assouplissement des exigences d'utilisation des terres, les tendances récemment observées sont en faveur de la diversification.

24. Un autre exemple de mesure politique en faveur de la diversification est la réorientation de la dépense publique vers la recherche agricole et l'innovation. Depuis longtemps, le financement de la recherche par l'Organisation du Système CGIAR (programme mondial pour la recherche agricole) est principalement consacré à un petit nombre d'espèces importantes, tandis que les denrées alimentaires secondaires dont beaucoup sont prisées pour les avantages qu'elles procurent sur les plans nutritionnel, social et environnemental (les légumineuses, par exemple) ne reçoivent que très peu, voire aucun financement (le CGIAR ne prévoit aucun programme de recherche pour les fruits et légumes)¹⁵. Cette tendance s'appliquerait également au financement de la recherche dans de nombreux pays du monde, y compris dans la région Europe et Asie centrale. En l'absence de technologies durables et profitables qui permettent d'augmenter les bénéfices et de diminuer les risques, les produits qui n'ont pas été mis en valeur ne parviennent pas à attirer les investissements des agriculteurs et des acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Le rapport régional sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019* montre que dans pratiquement tous les pays de la région Europe et Asie centrale, hormis les sous-régions de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange, le sous-investissement dans l'agriculture est proportionnel à l'importance de ce secteur au sein de l'économie (tel que mesuré par l'indice d'orientation agricole; indicateur 2.4.1 des ODD). Certaines tendances positives sont observées en faveur de l'augmentation de l'investissement et d'une attention plus grande accordée aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, mais il reste encore beaucoup à faire. Il ne suffit pas d'accroître les investissements dans l'agriculture et le développement rural, il faut également améliorer la qualité des dépenses et les réorienter vers des domaines qui soutiennent les objectifs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection de l'environnement. La stratégie «De la ferme à l'assiette», qui sera lancée en 2020 par l'Union européenne, constitue un exemple de gestion de la transition vers des systèmes alimentaires durables abordant simultanément différents objectifs grâce à des mesures ciblées visant toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la production primaire à la consommation.

IV.2. Améliorer les chaînes d'approvisionnement

25. À la sortie des exploitations, les chaînes d'approvisionnement alimentaires fournissent de nombreux points d'entrée (entreposage, distribution, transformation et conditionnement, vente au détail et marchés) qui permettent aux acteurs des secteurs public et privé de parvenir à des systèmes alimentaires durables et à une alimentation saine. Il peut s'agir par exemple de préserver la valeur nutritionnelle des aliments non transformés ou faiblement transformés grâce à des méthodes de conservation traditionnelles, d'améliorer la valeur nutritionnelle des aliments au moyen de la reformulation et de la fortification, de diminuer les nutriments nocifs, d'adopter un étiquetage clair et

Volk, T., Rednak, M., Erjavec, E., Zhllima, E., Gjerci, G., Bajramović, S. et Vaško, Ž., *et al.* 2017. *Monitoring of agricultural policy developments in the Western Balkan countries*. Centre commun de recherche de la Commission européenne. <https://doi.org/10.2760/146697>. Comprend l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie.

¹⁵ **Banque mondiale.** 2014. *Learning from World Bank history: Agriculture and food-based approaches for addressing malnutrition*. World Bank Agriculture and Environmental Services Discussion Paper No. 10. <http://documents.worldbank.org/curated/en/497241468168227810/pdf/887400NWP0Box30ning0from0WB0History.pdf>.

des campagnes de publicité et de commercialisation appropriées aux produits alimentaires, de lancer des initiatives intégrant l'école, l'alimentation et la nutrition, d'encourager la formation de groupes spécialisés/coopératives, de soutenir l'accès aux marchés pour les petits producteurs et les producteurs traditionnels, de promouvoir les filières courtes et de réduire les pertes et gaspillages de nourriture. Les chaînes d'approvisionnement doivent mettre en œuvre des systèmes de contrôle visant à prévenir et à gérer les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments et à la santé des animaux et des végétaux, tout en respectant les normes internationales du Codex Alimentarius, de l'Office international des épizooties (OIE) et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

26. De nombreuses initiatives de ce type sont observées dans l'ensemble de la région Europe et Asie centrale. Les contrats d'achats des programmes d'alimentation scolaire en Albanie en sont un exemple. La FAO a travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements de la région afin de faciliter l'accès aux marchés pour les petits exploitants, de développer le secteur agroalimentaire et de promouvoir une alimentation variée. Des cadres juridiques pour l'agriculture biologique ont été examinés en Arménie, au Bélarus, dans la Fédération de Russie, au Kazakhstan et au Kirghizistan. En ce qui concerne les indications géographiques, un appui a été apporté au développement de chaînes de valeur pilotes ainsi qu'à la mise à jour et au renforcement des cadres juridiques en Albanie, en Croatie, dans la Fédération de Russie, en Géorgie, au Monténégro, en République de Moldova, en Serbie et en Turquie¹⁶. En outre, les activités menées dans le secteur de l'agroalimentaire ont montré que l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leur accès à la connaissance, aux compétences et aux marchés peut améliorer la qualité de l'alimentation et de la nutrition des enfants et des foyers. L'introduction de normes volontaires ou obligatoires relatives à la fortification de divers produits alimentaires (tels que la farine, le sel et les huiles végétales) par l'ajout de micronutriments et de vitamines (notamment le fer, l'iode, et les vitamines A et B) s'est également révélée un moyen efficace de réduire les carences en micronutriments en Asie centrale¹⁷.

27. Une étude des mesures mises en place par les pays afin d'examiner l'état d'avancement du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition a fourni des exemples de promotion d'une alimentation saine¹⁸. L'enquête a révélé que de nombreux pays ont mis en place des réglementations concernant la reformulation de toute une gamme de produits alimentaires et de boissons, en vue de réduire ou d'interdire les acides gras saturés, les acides gras trans, les sucres et le sel/sodium. Une grande partie des mesures visant les acides gras trans étaient obligatoires, ce qui traduit probablement le fait qu'un nombre croissant de pays ont adopté des réglementations interdisant les acides gras trans. En 2019, l'OMS a lancé le programme d'action REPLACE, qui est une feuille de route destinée à aider les pays à mettre en œuvre des mesures visant à réduire et à éliminer les acides gras trans produits industriellement, à l'aide de six mesures stratégiques¹⁹.

28. De nombreux pays adoptent des mesures visant à lutter contre les pertes et gaspillages de nourriture (Belgique, Espagne, France, Portugal, Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, etc.): formulation de stratégies nationales, mise au point de méthodes de mesure et de guides de bonnes pratiques à l'intention des professionnels du secteur alimentaire, révision des législations et promotion d'accords volontaires entre le secteur public et le secteur privé. D'autres pays se sont également engagés dans cette voie, avec l'appui de la FAO, notamment en introduisant de nouvelles lois (République de Moldova et Ukraine), en conduisant des travaux de recherche (Macédoine du Nord) et en élaborant un programme de dons alimentaires (Géorgie).

¹⁶ Pour plus de détails, veuillez consulter le document d'information «Activités de la FAO dans la région – résultats et priorités», portant la cote ERC/20/5.

¹⁷ **Banque asiatique de développement.** 2010. *Satisfying Hidden Hunger: Addressing Micronutrient Deficiencies in Central Asia*. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/28702/hidden-hunger.pdf>.

¹⁸ **OMS.** 2018. *Global nutrition policy review 2016-2017: Country progress in creating enabling policy environments for promoting healthy diets and nutrition*. Genève, Organisation mondiale de la Santé. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/275990/9789241514873-eng.pdf>.

¹⁹ **OMS.** 2020. REPLACE trans fat. In Organisation mondiale de la Santé [en ligne]. <https://www.who.int/fr/nutrition/topics/replace-transfat>.

29. L'efficacité de ces interventions doit être analysée dans l'optique des trois dimensions de la durabilité. Par exemple, au sein de l'Union européenne, le programme de recherche SUSFANS²⁰, mis en œuvre de 2015 à 2019, a contribué à l'analyse des systèmes alimentaires de l'Union européenne, y compris des filières alimentaires, du point de vue de la nutrition et de la durabilité. Au Kirghizistan, la FAO travaille en collaboration avec de nombreuses parties prenantes afin d'effectuer une analyse systématique des mécanismes de cause à effet entre les tendances dans diverses dimensions des systèmes alimentaires (approvisionnement alimentaire, consommation, environnement) et l'excès pondéral, l'obésité et les maladies non transmissibles. Les *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*, approuvés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2014, fournissent des orientations utiles concernant, notamment, les investissements du secteur privé dans les systèmes alimentaires.

IV.3. Améliorer les environnements alimentaires en modifiant le comportement du consommateur

30. Les environnements alimentaires ont une influence importante sur la manière dont les consommateurs expriment leurs préférences et leurs choix alimentaires. Ils définissent non seulement ce que les personnes mangent mais peuvent aussi, à travers la demande du marché, avoir une influence sur le secteur privé et façonner la production, les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondial. Des modifications collectives des comportements des consommateurs sont donc essentielles afin de parvenir à une alimentation saine et à des systèmes alimentaires durables. La plupart des pays mettent en œuvre des mesures d'ordre général et réglementaire de nature à influencer le comportement du consommateur, principalement l'éducation nutritionnelle, les campagnes d'information, l'étiquetage des emballages, la formulation de directives alimentaires, ainsi que des mesures fiscales. Ces politiques doivent tenir compte des différences entre les sexes et des statuts socioéconomiques.

31. Le rapport sur l'état d'avancement du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, mentionné précédemment, a montré que de nombreux autres pays mettent en place des mesures dites «douces», telles que l'information et l'éducation, plutôt que des mesures «dures» qui consistent à restreindre la disponibilité et la commercialisation des denrées alimentaires et des boissons mauvaises pour la santé. Par exemple, seulement 30 pour cent des pays étudiés à travers le monde ont indiqué qu'ils réglementaient la commercialisation d'aliments surtransformés et de boissons sucrées avec du sucre à l'intention des enfants. Par ailleurs, 27 pour cent des pays ont indiqué avoir recours à des mesures fiscales, et 19 pour cent à l'interdiction des acides gras trans. En revanche, de nombreux pays procédaient à la mise en œuvre de l'étiquetage nutritionnel (81 pour cent des pays étudiés), de campagnes médiatiques (72 pour cent) et de conseils nutritionnels (83 pour cent). Ceci traduit probablement des difficultés plus grandes à mettre en œuvre des mesures plus controversées qui risquent d'aboutir à des conflits d'intérêts et des compromis plus importants. Les mesures douces jouent un rôle essentiel car elles aident les consommateurs à faire des choix éclairés. Une étude a montré que les stratégies les plus efficaces pour modifier la consommation sont celles qui associent la reformulation du produit et la sensibilisation et l'éducation des consommateurs, et sont soutenues par des mécanismes de suivi appropriés (comme ce fut le cas pour le sel en Europe)²¹.

²⁰ L'acronyme SUSFANS provient du titre du projet: «Metrics, Models and Foresight for European Sustainable Food And Nutrition Security». Pour en savoir plus, veuillez consulter la page <https://www.susfans.eu/>.

²¹ Hendriksen, M.A.H., van Raaij, J.M.A., Geleijnse, J.M., Breda, J. et Boshuizen, H.C. 2015. Health Gain by Salt Reduction in Europe: A Modelling Study. *PLOS ONE*, 10(3): e0118873. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0118873>.

V. Recommandations stratégiques pour la mise en œuvre du programme de transformation au sein de la région

32. Le programme de transformation donne une impulsion politique qui permet de créer ou de renforcer les mécanismes de gouvernance en vue de définir les changements nécessaires au sein des systèmes alimentaires et de faciliter leur mise en œuvre, notamment en apportant des solutions aux conflits et aux compromis potentiels. La section 4 et d'autres sections présentent des politiques, des réglementations et des approches considérées comme étant utiles à la transformation vers des systèmes alimentaires durables (la liste n'est pas exhaustive). Les systèmes alimentaires et les contextes des pays sont différents. Il importe donc de définir des interventions appropriées et de faire des compromis en termes de rapport coût-efficacité et de résultats, en tenant compte des trois dimensions de la durabilité.

33. Des investissements responsables de la part du secteur privé, des approches centrées sur les personnes et des actions communautaires sont des mesures également importantes. Davantage de bénéfices peuvent être obtenus en favorisant une autonomisation plus importante des femmes, des jeunes et des consommateurs, et leur participation accrue à la sphère politique.

Créer un environnement favorable et assurer la cohérence des politiques

34. Le programme couvre de nombreux secteurs, acteurs et domaines politiques. Les mécanismes de gouvernance doivent donc être multisectoriels et comporter des plans d'action qui font intervenir des parties prenantes multiples et sont dirigés par un mécanisme national de coordination multisectoriel. La cohérence des politiques est assurée par l'alignement des politiques dans tous les secteurs – agriculture, santé, éducation, environnement, eau, commerce, etc. – de l'échelle locale à l'échelle internationale, et des débats menés avec tous les acteurs de la société. Une étude menée dans le cadre du projet de recherche EATWELL sur les stratégies en faveur d'une alimentation saine en Europe a notamment montré que toute politique visant une alimentation saine est plus efficace lorsqu'elle fait intervenir la participation des parties prenantes et lorsqu'elle mobilise les synergies entre les différents types d'instruments de politique²².

35. L'étude sur l'état d'avancement du Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition²³ donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en matière de gouvernance, en grande partie du point de vue de la nutrition. Toutefois, le mécanisme de gouvernance visant à améliorer les systèmes alimentaires de manière durable possède un mandat plus vaste. Les principaux résultats de l'étude étaient les suivants:

- i. La plupart des pays disposaient de politiques nationales qui tiennent compte de la nutrition et de programmes adéquats, mais seulement 27 pour cent des coûts étaient calculés séparément.
- ii. Soixante-sept pour cent des pays ayant répondu à l'enquête ont indiqué disposer d'un mécanisme de coordination multisectoriel pour les activités liées à la nutrition.
- iii. Dans vingt-neuf pour cent des pays, le mécanisme de coordination était assuré au plus haut niveau, au bureau du Président ou du Premier ministre.
- iv. L'engagement du secteur privé s'est accru, à la fois en termes de mesures nutritionnelles et de mécanismes de coordination.

²² Pérez-Cueto, F.J., Aschemann-Witzel, J., Shankar, B., Brambila-Macias, J., Bech-Larsen, T., Mazzocchi, M. et Capacci, S., *et al.* 2011. Assessment of evaluations made to healthy eating policies in Europe: a review within the EATWELL Project. *Public Health Nutrition*, 15(8): 1489-1496. <https://doi.org/10.1017/S1368980011003107>.

²³ OMS. 2018. *Global nutrition policy review 2016-2017: Country progress in creating enabling policy environments for promoting healthy diets and nutrition*. Genève, Organisation mondiale de la Santé. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/275990/9789241514873-eng.pdf>.

Constituer une base de données factuelles à l'appui du programme de transformation

36. Les systèmes alimentaires rassemblent de nombreux sous-secteurs et acteurs. Par conséquent, une intervention menée en un point du système peut avoir des répercussions à d'autres endroits. Lorsqu'une mesure a des conséquences importantes, les parties prenantes touchées ont tendance à s'opposer ou à faire obstacle à cette mesure. Il est également nécessaire d'équilibrer les compromis potentiels en fonction des trois dimensions de la durabilité. La résolution des conflits grâce à la compréhension des équilibres à réaliser permet d'accélérer le processus de transformation. Il est donc nécessaire de disposer de données et d'analyses solides. Il faut également disposer de données de base suffisantes pour mesurer l'impact et comprendre le succès ou l'échec de certaines mesures. Le réseau d'évaluation des politiques (Policy Evaluation Network (PEN)), mis en place en février 2019 par des groupes de recherche de l'Union européenne, est un exemple d'initiative visant à évaluer les impacts et à définir les meilleures pratiques et politiques. Ce réseau a pour objectifs de lancer un système de contrôle et de surveillance sur l'ensemble de l'Europe, de modéliser les effets des politiques au niveau des populations, d'évaluer les processus de mise en œuvre et de formuler des recommandations en vue de la prise en compte de l'équité et de la diversité dans les politiques visant les comportements alimentaires en Europe.

37. La constitution d'une base de données factuelles et l'examen de ces données doivent être effectués au moyen de structures de gouvernance qui permettent un dialogue et une prise de décisions faisant intervenir les secteurs et parties prenantes multiples, tout en optimisant le recours aux compétences spécialisées disponibles à l'échelle nationale au sein des organismes de recherche et des universités. Les organisations telles que la FAO peuvent apporter leur contribution en organisant des réunions qui permettent aux parties prenantes d'exposer ce qui fonctionne ou non, et en réunissant autour d'une même table les professionnels, les scientifiques et les responsables politiques.

38. En constituant la base de données factuelles et en évaluant les compromis il est nécessaire de porter une attention particulière aux ***injustices et inégalités, puisque des facteurs tels que le genre, l'âge et le statut économique et social peuvent avoir une forte influence sur l'accès à une alimentation saine***. Les statistiques ventilées en fonction des revenus, du genre et de la sous-région montrent toujours des lacunes dans la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Même dans les pays à revenu élevé, la prévalence de l'obésité progresse plus rapidement au sein des foyers qui se situent dans les groupes socioéconomiques considérés comme défavorisés, en raison des conditions de vie et de travail, des revenus et du niveau d'éducation. Lors d'une consultation régionale tenue récemment sur les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition²⁴, les participants ont formulé un certain nombre de suggestions en faveur de la durabilité sociale, notamment la résolution des inégalités de rapports de force dans les systèmes alimentaires, l'autonomisation des groupes vulnérables et marginalisés et l'élaboration d'un texte centré davantage sur la personne et mettant l'accent sur le droit à l'alimentation, la dignité humaine, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Transposition à plus grande échelle des pratiques novatrices et des pratiques qui ont fait leurs preuves

39. La transposition à plus grande échelle des pratiques novatrices et des pratiques qui ont fait leurs preuves pourrait également être envisagée dans le cadre du programme de transformation des systèmes alimentaires. Dans la plupart des pays du monde et dans la région Europe et Asie centrale, de nombreuses pratiques à la fois nouvelles et traditionnelles sont valorisées au sein des chaînes de production et d'approvisionnement, en raison de leurs nombreux aspects positifs (du point de vue de la nutrition, des pauvres, de la résilience et de l'environnement). Quelques exemples en sont la production et la commercialisation durables de produits de niche, les jardins potagers familiaux, les filières courtes et les marchés locaux, les approches territoriales, les contrats d'achats de denrées alimentaires nutritives, les programmes d'alimentation scolaire intégrés, les produits du commerce équitable, les coopératives d'utilisateurs, les initiatives de réduction des pertes et gaspillages de nourriture, les campagnes de

²⁴ **Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)**. 2019. Consultations régionales du CSA pour l'Europe sur la préparation des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition Budapest (Hongrie), 17-18 septembre 2019. <http://www.fao.org/cfs/workingspace/workstreams/nutrition-workstream/reg/fr/>.

promotion de l'alimentation saine, ainsi que la préservation des régimes traditionnels et de la culture alimentaire. De telles pratiques font également partie des initiatives agroécologiques²⁵, des pratiques de gestion des terres et des eaux et des approches en faveur de la biodiversité menées récemment dans le contexte du changement climatique, ainsi que des programmes de développement rural. Ces pratiques sont limitées à de petites régions et font intervenir des opérations à petite échelle (dans des milieux à la fois urbains et ruraux) avec une incidence mineure à l'échelle nationale. Elles gagneraient cependant à être transposées à plus grande échelle.

40. Il importe également de promouvoir l'agriculture électronique (e-agriculture), l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et les technologies numériques. La Conférence régionale pour l'Europe 2018, dans le contexte des systèmes alimentaires, a noté qu'une plateforme intégrée au niveau national et fondée sur les technologies de l'information et de la communication permet de promouvoir une intégration globale en donnant accès aux données relatives à l'agriculture, à l'environnement, à la santé et aux transports, en fournissant aux consommateurs des informations concernant les produits et la qualité, en assurant le transport rapide des produits vers les marchés, en introduisant de nouveaux modèles pour la prestation de services, le commerce juste et équitable et l'inclusion sociale et financière, et en autonomisant les petits exploitants grâce à l'établissement de liens plus forts entre les petits producteurs, les marchés et les services financiers²⁶.

41. Par ailleurs, des travaux sur les approches novatrices menés dans le cadre des Initiatives régionales de la FAO²⁷ sont prévus au cours de la période 2020-2021. Les activités menées comprennent l'autonomisation des petits agriculteurs et des exploitations familiales et la participation au développement communautaire et rural (initiative régionale 1); le commerce sans risque et équitable des produits alimentaires et agricoles de base et les filières agroalimentaires efficaces (initiative régionale 2); les approches agroécologiques et la protection des ressources naturelles, y compris l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (initiative régionale 3). Les activités menées dans le cadre des trois initiatives régionales fournissent un appui aux pays dans la transition vers des systèmes alimentaires durables et une alimentation saine pour tous, y compris afin de faire face aux conséquences de la covid-19.

42. Le recensement des pratiques des pays et des expériences de développement de systèmes alimentaires au sein de la région, ainsi que des besoins et priorités du fait de la covid-19, pourrait constituer une part essentielle de la contribution de la région au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021. La table ronde pourrait inclure des débats et des décisions sur ces pratiques et expériences.

²⁵ FAO. 2017. *Report of the Regional Symposium on Agroecology for Sustainable Agriculture and Food Systems for Europe and Central Asia* (Rapport du Colloque régional sur l'agroécologie au service d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale). Budapest (Hongrie), 23-25 novembre 2016. FAO, Rome. <http://www.fao.org/3/a-i7604e.pdf>.

²⁶ FAO. 2018. *E-agriculture: tirer parti des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour développer des systèmes alimentaires durables et inclusifs et l'intégration du commerce*. Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, Voronège (Fédération de Russie), 16-18 mai 2018. <http://www.fao.org/3/MW106FR/mw106fr.pdf>

²⁷ L'initiative régionale 1 est intitulée «Autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales au service de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté». L'initiative régionale 2 est intitulée «Améliorer le commerce agroalimentaire et l'intégration des marchés»; l'initiative régionale 3 est intitulée «Gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique». Pour en savoir plus, veuillez consulter la page <http://www.fao.org/europe/regional-initiatives/fr/>.